

CIBLE

Avis

Quant au projet de loi sur la Corse, le Conseil d'État a rendu un avis négatif. Le gouvernement a choisi de passer outre. C'est son droit.

Mais cet avis revêt une haute signification. Le Conseil d'État n'apprécie pas selon l'opportunité politique mais selon les principes du droit. Or le texte élaboré par Matignon et par certains élus de l'Assemblée de Corse contredit manifestement nos principes fondamentaux. Puisque le français est la langue de la République, il ne peut y avoir obligation d'apprendre le corse à l'école. Et le principe d'égalité empêche que des collectivités territoriales votent des lois « particulières » qui contredisent la généralité même de la loi, votée par la représentation nationale.

Ces évidences sont telles que le Conseil Constitutionnel ne pourra manquer d'annuler les dispositions qui convenaient aux nationalistes. Lionel Jospin ne pouvait ignorer qu'il courait à l'échec. Dès lors, pourquoi cette comédie de la concertation, sinon pour gagner du temps et régler cette question après 2002 ? Mais c'est à bref délais qu'il va provoquer la déception et la fureur de ceux qui lui ont fait confiance. Si le terrorisme flambe de plus belle, si le sang coule, c'est Lionel Jospin qui en portera la responsabilité politique.

LÉGISLATION

La ruine des identités

Balkans

**L'Otan
accusé**

p. 2

Débat

**Questions à
René Passet**

p.6/7

L'Otan qui ment, qui tue, qui pollue

Officiellement, il n'y a pas de problème : l'utilisation d'obus à uranium appauvri est sans relation avec les maladies qui frappent des militaires ayant servi dans le Golfe, en Bosnie et au Kosovo. Pourtant, les bombardements américains d' alors continuent de tuer aujourd'hui militaires et civils.

Au siège de l'Otan à Bruxelles, comme au ministère français de la Défense, les porte-parole officiels se veulent rassurants. Pas trace d'épidémie de leucémies et autres maladies mortelles chez les militaires qui ont été en opération dans le Golfe et dans les Balkans. Et nous pouvons lire dans des journaux réputés pour leur sérieux des articles en tous points rassurants.

Dans *Le Monde* (23 janvier) un médecin, ancien de l'UCK, assure qu'aucun cas de leucémie n'a été découvert chez les combattants de cette formation, et un autre membre du service de santé kosovar déclare que le nombre de cas de leucémies est passé de 24 cas en 1998 à 19 en l'an 2000. Même son de cloche au *Nouvel observateur* (n° 1889, 18 janvier) : sous le titre : « Kosovo : l'épidémie introuvable », Jean-Gabriel

Fredet cite les mêmes sources, et affirme que les populations vivant dans les zones de guerre sont en bonne santé.

En somme, ceux qui s'alarment sont des propagandistes pro-serbes, des anti-américains patentés, des malades qu'il faut soigner. Le syndrome des Balkans serait un phénomène hystérique, ou paranoïaque. Tel est le message, parfaitement objectif, de certains journalistes qui ont approuvé la guerre d'agression contre la République yougoslave, et qui continuent de nier ses effets en tous points désastreux.

Nous sommes donc fous, et de plus en plus nombreux à l'être puisque nous nous obstinons à relever, après beaucoup d'autres (1), une série de faits pour le moins inquiétants :

1/ Nul ne conteste que des munitions à l'uranium appauvri (UA) ont été massivement utilisées par les Américains lors de la guerre du Golfe et lors des bombardements sur la

Bosnie et sur l'ensemble du territoire yougoslave. La Serbie et le Kosovo ont été frappés par 31 000 ogives contenant au total 10 tonnes d'uranium appauvri.

2/ Il est scientifiquement reconnu que les poussières qui se volatilisent après l'impact des obus UA sont hautement toxiques du point de vue chimique : fibroses pulmonaires, cancers, atteintes du système nerveux (et pas seulement les leucémies) figurent parmi les maladies graves ou mortelles engendrées par ces projections.

3/ Les spécialistes, américains ou autres, admettent que l'uranium appauvri contient du plutonium, mais, dit-on, à l'état de traces. On relève cependant une radioactivité anormale sur les sols bombardés par les Américains.

4/ Un médecin a relevé une augmentation de 10 % des leucémies et cancers chez les 5 000 Serbes chassés du quar-

tier de Hadzici, bombardé en 1995 par l'OTAN. Il est vrai que cette doctoresse est serbe, donc suspecte aux yeux de la presse objectivement correcte, mais *Libération*, qui fut un des principaux organes de l'anti-serbisme obsessionnel, rapporte ces faits et reconnaît que Slobodan Milosevic « disait vrai » lorsqu'il dénonçait l'utilisation de munitions UA.

5/ On observera que le Haut-Commissariat pour les Réfugiés interdit expressément d'envoyer des femmes enceintes en mission au Kosovo, terre chimiquement pure et radioactivement normale aux dires des militaires de l'Otan, des « anciens » de l'UCK et de leurs amis parisiens.

De démentis en diagnostics sur les délires de ceux qui mettent en doute les déclarations des milieux militaires, on finira bien par reconnaître l'atroce vérité qui se dessine : dans les années qui viennent, des milliers de militaires et de civils, en Irak et dans les Balkans, vont mourir de guerres « propres » qui devaient faire « zéro mort » chez les soldats de l'Otan et épargner, grâce aux frappes chirurgicales, les populations innocentes.

B. La RICHARDAIS

(1) Cf. les articles exposant l'affaire des projectiles à l'UA et dénonçant les mensonges des Nations unies sur le sujet dans *Le Monde diplomatique* de février 2001, et les nombreuses sources (ouvrages, rapports, enquêtes) indiquées par notre confrère. L'émission « Pièces à conviction », diffusée le 1er février sur FR3, a présenté une impressionnante série de documents, de témoignages et d'enquêtes de terrain que, faute de place, nous ne pouvons évoquer ici.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 SOMMAIRE : p.2 : L'Otan qui ment, qui tue, qui pollue - p.3 : L'homme sans fidélité - Jugements intempestifs - p.4 : Du moral des ménages - p.5 : Arik, roi d'Israël - p.6/7 : Questions à René Passet - p.8 : Pascal - Arrogance impuissance - p.9 : La Cité de Dieu - p.10 : Coma - L'appel du large - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Savent-ils ce qu'ils font ?
 RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

L'homme sans fidélité

Voici dix ans, Philippe Séguin avait la possibilité de reprendre l'aventure gaullienne. Il a renié ses convictions en même temps qu'il gâchait toutes ses chances et décourageait la plupart de ses partisans.

Il est inutile de s'interroger sur la psychologie de Philippe Séguin, pour y trouver des explications ou des excuses à un comportement aberrant : on peut être cyclothymique et demeurer fidèle à ses convictions, à ses engagements, à ses partisans.

Quel que soit l'état de son psychisme, de ses nerfs, de sa moralité personnelle, Philippe Séguin est un dirigeant politique qui relève d'un jugement sur ses qualités politiques. De ce strict point de vue, l'ancien président du RPR, aujourd'hui candidat à la mairie de Paris, ne mérite ni l'estime, ni même le salut.

J'écris ces lignes avec regret. J'ai cru, comme beaucoup de mes camarades de la NAR, comme beaucoup de gaullistes, comme certains socialistes, que Philippe Séguin était capable d'un grand destin national. Sa famille politique, son histoire personnelle, ses capacités intellectuelles, ses talents de tribun l'y prédisposaient. Mieux : la conjoncture politique, à la fin des années Mitterrand, lui permettait de tracer sans trop de peine son chemin. La campagne contre le traité de Maastricht avait fait de lui le défenseur de la souveraineté nationale et François Mitterrand, auquel il s'était opposé, le jugeait avec sympathie et croyait en son avenir politique.

C'est dire que Philippe Séguin pouvait, en rompant avec Philippe de Villiers, rassembler la droite et la gauche patriotes (royalistes, gaullistes, « néo-jacobins » et sans

doute pas mal de communistes), redonner vie au vieux « parti des politiques » et, porté par ce rassemblement, devenir chef de l'État. D'ailleurs, celui qui était alors président de l'Assemblée nationale ne cachait pas qu'il voulait balayer Jacques Chirac, écraser Alain Juppé et entrer à l'Élysée en 2002.

Cette échéance est proche. Mais, en huit ans, nous avons vu Philippe Séguin refuser de prendre ses risques, oublier ses convictions, renier un par un ses engagements. Il a accepté l'Europe d'Amsterdam, le monétarisme, l'ultralibéralisme. Il n'a pas protesté contre la participation de la France aux opérations de l'OTAN contre la Yougoslavie. Il n'a pas tenté de s'opposer à la réduction de la durée du mandat présidentiel. Il a découragé et dispersé la plupart de ses partisans, jeunes pour la plupart, intelligemment patriotes - et si confiants ! Reste cependant autour de lui, dans la désastreuse campagne qu'il mène à Paris, toute une droite patriote qui a été abandonnée par Jacques Chirac, et quelques candidats qui représentent un gaullisme authentique : ainsi Henri Guaino, ancien commissaire au Plan, tête de liste dans le Ve arrondissement de Paris, homme intègre et politiquement rigoureux qui mérite à tous égards d'être soutenu.

Mais Philippe Séguin a détruit trop d'espoirs placés en lui pour qu'on puisse encore lui faire confiance.

Sylvie FERNOY

Jugements intempestifs

Avant comme après l'arrestation d'Alfred Sirven, ce sont bien entendu les éléments romanesques que les médias ont privilégiés. Difficile, dès lors, de garder le sens de la mesure.

Comme la plupart des Français, je suis personnellement choqué lorsque j'apprends le prix des cadeaux qu'on se fait dans le milieu dirigeant, ou lorsque je rapporte au SMIC la somme dépensée par une grande société pour l'achat d'un appartement de fonction ou supposé tel. Les justiciers de micros et de plume se font et nous font plaisir lorsqu'ils moralisent sur les chaussures de Roland Dumas et sur la « clef d'or » offerte à Christine Deviers-Joncour, en citant des sommes qu'une ménagère peut rapporter à son propre budget. Mais ces moralistes oublient qu'ils sont eux-mêmes les domestiques de capitaines d'industrie et de financiers de haut vol, et (ou) les obligés de certains dirigeants étrangers.

Voilà, dira-t-on, une aigre remarque émanant de militants purs et durs. Mais quelques lignes encore, et on nous reprochera nos complaisances. La vérité est que nous cherchons à prendre des repères dans le maquis de l'affaire Elf.

Seule certitude, socratique : nous savons que nous ne savons pas. D'où l'impossibilité de juger avant les juges, ce qui n'exclut pas d'avancer quelques timides hypothèses. Il est probable qu'il n'y a rien, ou peu de choses, dans le « dossier Dumas ». Il est probable que Christine Deviers-Joncour n'est qu'une comparse, disons une femme de petite influence, comme il y en a tant dans le milieu des affaires.

Il est à peu près certain que

les commissions légales ou occultes versées à des intermédiaires sont une pratique courante. Le montant de ces rétributions scandalise, mais il doit être rapporté au volume des affaires traitées et aux gains espérés. On notera en passant que, si la volonté politique existe, une entreprise nationale est beaucoup plus facile à contrôler qu'une société privée. Quant aux individus qui bénéficient de fortes rémunérations, ils relèvent de l'administration fiscale, qu'on souhaite vigilante, et impitoyable en cas de fraude. Mais pour le moment, nous ne savons pas comment et pour quoi M. Sirven a utilisé les sommes mises à sa disposition dans l'exercice de ses fonctions à Elf-Aquitaine.

En revanche, pour ce qui concerne l'affaire Leuna, il nous paraît étrange de reprocher au gouvernement français et à ceux qui le servent d'aider financièrement un homme d'État étranger, surtout lorsque l'équilibre européen dépend en partie de sa réélection. Il est possible que M. Sirven soit un escroc de haut vol, auquel cas il doit être puni. Il est non moins possible que cet ancien résistant (comme Roland Dumas) ait agi, au moins dans quelques cas, pour le bien de notre pays. *Vive l'amitié franco-allemande*, s'est-il exclamé, alors qu'il était retenu à Francfort. L'exclamation devrait nous retenir de tout jugement intempestif.

Yves LANDEVENNEC

Du moral des ménages

Les statisticiens nous disent que les Français ont un moral d'acier. Pourtant, des foules nombreuses et variées descendent dans la rue pour exiger une amélioration de leurs conditions de vie, tandis que le chômage et la pauvreté continuent de frapper des millions de nos concitoyens.

Statisticiens, à l'aide ! Et surtout vous, chers amis de *Pénombre* (1), expliquez-nous, s'il vous plaît, la raison du décalage qui semble exister entre l'excellent moral des ménages et les manifestations de mécontentement et de révolte qui se multiplient dans notre pays. Qu'apprenons-nous en effet le 5 janvier dernier en lisant *Le Monde* ? Que « *le moral des ménages n'a jamais été aussi bon en France* ». En effet, « *l'indicateur résumé d'opinion des ménages de l'INSEE* » fait état d'une augmentation de + 3 en décembre 2000. Plus précisément, on nous informe que « *les ménages sont très optimistes sur leur niveau de vie, tant pour le passé récent que pour le futur proche. Leur opinion continue aussi de s'améliorer concernant leur propre situation financière passée, présente et à venir* ». De plus, « *l'opportunité d'acheter a nettement rebondi en décembre* », et « *l'opportunité d'épargner a elle aussi progressé* ». L'enquête « *révèle en outre une nouvelle amélioration des perspectives d'évolution de l'emploi dans les prochains mois* ».

Il est curieux que les ménages voient s'améliorer leur situation passée. Comment peut-on considérer qu'une situation financière qui a été médiocre ou détestable a été

meilleure qu'on ne l'avait vécue, sinon par une reconstitution optimiste ? Un découvert bancaire reste un découvert, nom d'un chèque en bois ! Et son remboursement, qui efface la situation passée sans l'avoir améliorée, pèse sur le présent.

Cela dit, je ne conteste pas la vision optimiste de l'emploi (les chiffres l'indiquent depuis plusieurs mois) mais je suis quelque peu surprise par cette double « opportunité » de dépenser et d'épargner, à moins que cette attitude généralement contradictoire ne soit due, là encore, à ces bonnes intentions qu'on prend lorsqu'on voit la vie en rose. Ce qui est souvent le cas pendant la période des fêtes.

Je me demandais s'il fallait corriger d'une variation saisonnière les données de l'INSEE lorsque j'apprenais (*Le Monde* du 7 février) que l'indicateur « *mesurant la confiance des Français* » a battu un nouveau record (+ 7 %) en janvier et s'est établi à un niveau jamais atteint depuis janvier 1987, date de la création de cette enquête.

Il est précisé que cet indicateur d'opinion est « *calculé à partir du solde des réponses optimistes et pessimistes aux questions qui sont posées aux Français sur leur environnement économique et sur leur*

situation financière ». Ce « solde » est sans aucun doute incontestable d'un point de vue arithmétique. Mais il est permis de se demander ce qu'on mesure précisément lorsque, dans un couple, le mari est un chômeur criblé de dettes qui juge que la conjoncture générale est bonne, tandis que sa femme, qui vient de faire un coup de bourse, s'attend d'un jour à l'autre à une catastrophe économique. Si nous ajoutons deux enfants (une grande fille qui entre à l'ENA, un garçon qui vivote de commerces plus ou moins licites), le résultat des additions et des soustractions paraît, pour un seul ménage, pour le moins énigmatique.

Certes, le calcul résulte d'un sondage portant sur un nombre significatif de ménages. Mais comment relier l'euphorie calculée par les statisticiens de l'INSEE, à cet autre indicateur, publié à la suite du premier, qui fait apparaître une baisse du « climat des affaires » dans la zone euro ? La France, qui fait partie de cette zone, serait-elle miraculeusement épargnée ? En ce cas, comment expliquer que le moral d'acier des ménages s'accompagne de manifestations diverses et massives de mécontentement, en décembre et en janvier ? Les professions judiciaires sont en pleine révolte, les fonctionnaires sont en colère, les salariés du privé

exigent des augmentations de salaires, la police est au bord de l'explosion, les cadres n'en peuvent plus, la détresse paysanne est patente (2) mais les Français ont « confiance » ! Même lorsqu'ils comptent le nombre des chômeurs, le nombre des bénéficiaires du RMI, le nombre des travailleurs pauvres. Et même lorsqu'ils observent que le taux de suicide (un des plus élevés d'Europe) ne faiblit pas.

D'un côté, on enregistre le solde des opinions, donc des impressions, supputations et autres réactions à divers « climats », privés, professionnels mais aussi aux effets de miroirs provoqués par les médias : nous avons sans doute meilleur moral lorsque les médias disent que notre moral est excellent. De l'autre, on observe empiriquement une montée de la colère. Même si celle-ci reste minoritaire, rien ne dit que cette minorité de grévistes et de manifestants ne fera pas basculer la situation. Dès lors, à quoi bon procéder à des caricatures de votes, qui permettent seulement d'estimer des estimations portant sur des évolutions aléatoires ? La classe dirigeante est abusée par ces chiffres rassurants. Rien n'est pire que l'optimisme qui fait perdre le sens du danger.

Annette DELRANCK

(1) *Pénombre* est une lettre d'information consacrée aux nombres, et qui publie des études sur les constructions statistiques et leur présentation dans les médias (<http://www.penombre.org>).

(2) cf. la remarquable enquête publiée par *Télérama*, n° 2664, 3-9 février 2001.

Faites connaître
Royaliste :

abonnez vos amis
à l'essai pour
trois mois.

Abonnement d'essai
de 3 mois = 25 F.

Arik roi d'Israël

Pour réaliser son programme, « la paix sans les Arabes », le nouveau Premier ministre israélien a deux alliés : Yasser Arafat et George Bush.

La gauche israélienne avait deux alliés : Yasser Arafat et Bill Clinton. Elle a perdu les deux coup sur coup. Le premier dès octobre dernier a laissé se développer une nouvelle Intifada (bien au-delà de la protestation contre la visite de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées) et surtout n'a rien fait pour saisir les propositions soit de Barak soit de Clinton. Pariait-il, dès cette date, sur l'élection d'un nouveau président à la Maison Blanche ? Laissa-t-il l'émotion se prolonger tant que dura l'incertitude à Washington ? Était-ce pour lui l'occasion de se sortir de l'impasse où les négociations l'accablaient et d'éluder les choix dramatiques où il aurait abîmé son image ? Il est certain que la situation est pour lui beaucoup plus claire avec Ariel Sharon. Avec ce dernier, le président d'une Autorité palestinienne de plus en plus contestée et provincialisée redevient le vieux chef fedayin tout auréolé d'il y a vingt ans. Les deux hommes, à peu près contemporains en âge, se retrouvent au soir de leur vie pour reprendre leur duel interrompu à Beyrouth en

1982 lorsque, désarmé, Arafat n'avait dû la vie sauve qu'à l'intervention française. Serons-nous présents la seconde fois ?

Clinton n'est plus là pour le protéger. Il ne semble pas que son successeur doive se préoccuper sérieusement de son sort. Ce n'est pas George Bush II qui se lancerait dans d'interminables navettes entre Israéliens et Palestiniens. Sa priorité irait plutôt à terminer le travail laissé en friche au départ de son père. Son entourage, le ministre de la Défense et le chef d'État-major du temps de la guerre du Golfe devenus respectivement vice-président et secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères), se prépare déjà à en découdre avec Saddam Hussein. Comme il est question de reconstituer la coalition anti-irakienne de cette époque, on n'aura pas oublié à Washington que le chef de l'OLP avait alors fait le « mauvais choix ». Autre circonstance peu favorable : l'ouverture à New York du procès des membres du groupe d'Osama Bin Laden, auteurs présumés des deux attentats qui ont détruit en août 1998 les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie. Le Golfe et la lutte anti-terroriste ne devraient pas rendre bien difficiles les relations entre la nouvelle administration américaine et le général Ariel Sharon.

Le programme de ce dernier a été qualifié par son vieil

adversaire Shimon Peres de « paix sans les Arabes ». Ce n'est pas si mal vu. Mais l'habileté du chef du Likoud dans le passé aura néanmoins été de jouer des Arabes les uns contre les autres. Il ne s'était pas mal entendu successivement avec le roi Hussein de Jordanie (dont relevait la Cisjordanie qui pourrait bien cultiver sa nostalgie) et les milices libanaises. Mubarak de son côté se souvient de l'audacieux coup de main du général Sharon à travers le canal de Suez, lors de la guerre du Kippour en 1973, quand lui-même commandait les forces égyptiennes. La guerre redeviendrait-elle d'actualité ? Non précisément : Ariel Sharon, « Arik » pour ses partisans qui voient en lui un nouveau roi David, est sans doute le seul aujourd'hui en Israël à ne pas avoir besoin de menacer pour se faire craindre. On le croit sur parole. La démonstration en a encore été faite, s'il en était besoin, en septembre dernier à Jérusalem.

Ariel Sharon a toujours pensé la question israélo-palestinienne en termes de stratégie régionale. Il ne sera certes pas un allié facile pour les Américains. Mais la direction est la même. Tous deux croient possible au Moyen-Orient d'assurer la paix au centre en frappant à la périphérie : en priorité l'Irak, l'Afghanistan, mais s'il le faut l'Iran, la Libye, le Soudan. Ceux qui sont entre-deux n'ont qu'à se tenir tranquilles. A bon entendeur salut !.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **IRAN** - Téhéran a été le théâtre, le 9 février, d'une manifestation contre le régime islamique, qui a provoqué des affrontements avec les forces de l'ordre, faisant une vingtaine de blessés. Les manifestants, au nombre de 3 000, des jeunes pour la plupart, certains ayant moins de 16 ans, se sont rassemblés en fin de matinée à l'entrée du parc Mellat, le grand parc du nord de la capitale iranienne. Ils ont scandé, lors de ce rassemblement qui n'avait pas été autorisé, des slogans hostiles au régime islamique, appelant notamment à la « liberté de pensée » et à la « liberté de parole ». Une grande partie d'entre-eux étaient venus à l'appel de Radio-Iran, la radio monarchiste qui émet depuis Los Angeles.

♦ **BULGARIE** - La Cour constitutionnelle a finalement estimé que le roi Siméon II ne remplissait pas les conditions de résidence nécessaires pour être éligible, lui interdisant ainsi d'être candidat à l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en automne. Cette décision va paradoxalement accélérer l'entrée en lice du roi Siméon dans la vie politique bulgare. En effet, ce dernier pourrait bien parrainer une coalition qui portera son nom, aux prochaines élections législatives du mois de juin. « *Je veux assurer aux milliers de gens qui cherchent un moyen de voter pour Siméon, qu'ils pourront le faire* » a déclaré le roi dans une déclaration officielle. La cote personnelle du roi est très forte dans l'opinion publique bulgare puisque les sondages le placent régulièrement comme le troisième personnage le plus populaire du pays.

♦ **ITALIE** - La reine Marie-José d'Italie a été inhumée dans l'abbaye d'Hautecombe, nécropole de la Maison de Savoie, le 2 février, en présence de plusieurs milliers d'Italiens venus rendre hommage à celle qui fut brièvement leur souveraine et que l'on avait surnommée la « reine de mai ». Rois régnants et membres de Maisons royales se pressaient dans la petite chapelle de l'abbaye autour de la famille royale d'Italie. L'on remarquait en particulier, le roi et la reine des Belges, le roi d'Espagne, le grand-duc Jean de Luxembourg et son épouse, le duc et la duchesse de Bragance, le prince Albert de Monaco, l'impératrice Farah d'Iran.

♦ **BAHREÏN** - Cheikh Hamad ben Issa al-Khalifa, l'émir de Bahreïn, a multiplié les gestes d'ouverture en direction de l'opposition avant le référendum sur le projet de charte qui doit, entre autres, transformer l'émirat en royaume. L'émir est fortement soutenu dans son intention de faire évoluer le pays, par son fils le prince héritier cheikh Salmane ben Hamad al-Khalifa, âgé de 31 ans, qui a récemment déclaré : « *La liberté, la justice, l'égalité sans distinction de race, de religion ou de sexe sont autant d'objectifs dont nous voulons faire un droit inaliénable de chaque citoyen bahreïni* ».

Professeur émérite à l'université de Paris-I, René Passet est l'auteur d'une oeuvre magistrale, qui porte principalement sur l'économie du développement. Il est également président du Conseil scientifique du mouvement ATTAC, qui réunit nombre d'opposants à l'idéologie ultra-libérale et aux pratiques qui s'en inspirent. C'est à ce double titre que nous l'avons invité à l'un de nos Mercredis parisiens. La présentation de son plus récent ouvrage avait été suivie d'un débat de fond, auquel nous souhaitons associer l'ensemble de nos lecteurs.

Avec René Passet, nous sommes en pays de connaissance. L'un des rédacteurs de *Royaliste* fut son élève et le tient pour un maître. D'autres l'ont découvert grâce au *Monde diplomatique*. Et ceux qui hésitent à le lire, par timidité, doivent savoir que cette oeuvre se trouve dans nos paysages intellectuels familiers : ceux dessinés par J.-M. Keynes et par François Perroux, mais aussi par Karl Polanyi et par Jacques Ellul, moins cités que les deux premiers, mais qui ont marqué notre réflexion et celle d'autres courants, anti-utilitaristes et écologistes tout particulièrement.

Bien entendu, le titre de l'ouvrage publié par René Passet l'année dernière a tout pour nous séduire. *L'Illusion néolibérale*, c'est ce que nous combattons depuis que nous existons. D'abord avec la rage de voir les gaullistes et les socialistes perdre, par suffisance et niaiserie « pragmatique », les batailles idéologiques auxquelles ils étaient pourtant préparés. Puis avec la certitude de la victoire politique, puisque la guerre intellectuelle est en passe d'être gagnée. Une preuve parmi d'autres ? *Le Monde diplomatique*, journal étendard de tous les courants anti-libéraux, tire à 300 000 exemplaires par mois en France (chiffre considérable) et atteint le million

d'exemplaires grâce à ses multiples éditions en langues étrangères. Preuve concomitante ? Les livres hostiles au libéralisme économique se multiplient depuis quelques années, et certains ont eu la faveur d'un immense public, à tel point qu'il pourrait y avoir un effet de saturation qui nous ferait manquer des réflexions décisives.

Prenons *L'Illusion néolibérale* : le titre forme un slogan qui est bien dans l'air combatif du temps, mais il ne concerne qu'un aspect de l'ouvrage de René Passet, qui se situe dans une perspective de reconstruction politique et sociale. Autre signe encourageant, après tant d'années passées sur la défensive !

Pressé d'aborder les conditions de la reconstruction, je me borne à indiquer aux lycéens, aux étudiants, aux professeurs (on est tour à tour enseignant et enseigné) et aux citoyens qui ont besoin de se refaire une santé intellectuelle, qu'ils trouveront dans *L'Illusion néolibérale* toute la matière nécessaire pour apprendre, réviser et lutter contre le conformisme ambiant : l'utopie du marché, les billevesées monétaristes, l'ineptie du « coût marginal », le fantasme de l'équilibre général, et le mythe mondialiste de l'unification ne créent pas un monde meilleur, ne représentent pas le seul monde possible, mais se

conjuguent dans une pulsion destructrice de l'homme, de la société, de la nature.

Deux précisions importantes cependant :

- Le professeur Passet ne se contente pas de nous offrir un excellent cours de critique de l'économisme libéral. Il prend soin, au préalable, d'expliquer la méthode scientifique, l'humilité de la démarche savante, la multiplicité des regards qui peuvent être portés sur le même objet, sur la même réalité, afin de nous inciter à la prudence. François Perroux disait que l'économie est « d'intention scientifique » : il y a possibilité de savoir, mais jamais de certitude absolue puisqu'une théorie, pour être recevable, doit être fautive en quelque point. Méfiance, donc, à l'égard de ceux qui décrètent la fin de l'histoire, le caractère inéluctable de la globalisation et l'indépassable réalité du marché.

- L'éminent économiste a le souci constant de délimiter le champ économique, contre la prétention impérialiste, voire totalitaire, de l'économisme libéral. Et il prend soin d'assigner à l'activité économique une finalité qui la transcende infiniment : le développement (non la seule croissance) doit viser le bien-être de l'homme et par voie de conséquence le respect de son environnement. Loin des basses mythologies des Verts, René Passet lie

l'économie, le développement social et l'écologie dans un même projet politique. En cela aussi nous le rejoignons : que l'économie soit explicitement une économie politique, que l'écologie soit conçue comme la manière proprement humaine d'habiter le monde en y construisant des maisons et des cités (*polis*).

Nous voici parvenus au moment où la belle et nécessaire intention théorique trouve ses implications pratiques, qui sont de divers ordres et qui soulèvent nombre de questions. La première ressemble fort à un coin placé entre le président du conseil scientifique d'ATTAC et certains militants de ce mouvement fort composite. Ceux qui se situent dans la

mouvance libertaire, ou plus largement dans la culture anti-autoritaire des années soixante, seront gênés par un projet de reconstruction qui se développe sur le mode hiérarchique. Avec raison selon nous, René Passet :

- affirme « la suprématie du politique et de la démocratie sur l'économique » ;

- souhaite l'organisation d'une économie « plurielle » comprenant plusieurs niveaux (individuel, privés, associatifs, coopératifs) mais aussi des services publics et par conséquent un État ;

- entend soumettre, au nom de « l'impératif du vivant », les activités humaines aux exigences d'une poli-

tique de « développement durable » fondée sur une « exigence de mémoire » et sur une dialectique de la transformation des choses et de la « pérennité des fonctions » (1). A l'anarchie du marché mondialisé, il faut en effet opposer une logique de l'institution, qui assure effectivement la liberté des échanges marchands (aujourd'hui détruits par les monopoles privés) et règle sa dynamique selon un système de valeurs prééminentes. Au mieux, ces propositions tout à fait pertinentes sont acceptées du bout des lèvres dans la gauche anti-libérale - tant il y a de méfiance ou d'hostilité à l'égard de l'institutionnel dans cette mouvance.

Mais si l'on cherche à concrétiser la nécessité de l'État (comme gouvernement démocratique, comme administration des choses) en suggérant une reprise novatrice de la politique gaullienne (monarchie élective, planification indicative, direction politique du secteur nationalisé, sécurité sociale, redistribution des revenus favorable aux salariés, participation du personnel à la gestion des entreprises) on rencontrera l'hostilité des militants libertaires et des Verts, anti-politiques par définition, et de cette fraction de la gauche qui ne croit plus qu'aux associations, réseaux et autres « initiatives citoyennes » dont on mesure aujourd'hui les faibles capaci-

tés de résistance face aux mille et une formes de la récupération libérale-libertaire.

Allons plus loin. Dans son « Manifeste pour une économie à finalité humaine » (2), René Passet lance plusieurs mots d'ordre auxquels nous adhérons et notamment un appel à la « solidarité des êtres humains au sein de chaque nation ou communauté de nations ». De fait, il n'y a pas de politique de plein emploi, de juste partage des richesses, d'orientation rigoureuse de l'activité économique qui soit concevable et applicable hors de collectivités juridiques historiquement formées - généralement des nations, parfois des empires. Cette reconnaissance des nations européennes, et de leurs États légitimes (la République française avec ce qu'il reste de sa monarchie élective, la monarchie royale belge, espagnole, danoise...) est-elle communément admise au *Monde diplomatique* et à ATTAC ?

Il semble qu'il y ait encore bien des ambiguïtés entre les tenants du classique tiers-mondisme qui invoquent le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (on voit ce que cela donne dans les Balkans) sans se prononcer clairement pour des formes nationales de lutte sur le continent européen.

Il est apparemment facile de mettre de côté ces questions délicates (et ceux qui, comme nous, les posent) en déclarant qu'il faut réunir tous ceux (ou presque) qui luttent contre l'ultra-libéralisme. Comme si l'on pouvait séparer les débats de fond et les enjeux immédiats ! Effectivement, se sont retrouvés à Porto Alegre des groupes armés latino-américains, un membre du gouvernement « socialiste » français, des représentants du gouvernement cubain, des adversaires des OGM, José Bové et Jean-Pierre Chevènement, des gauchistes de tous pays et de toutes obédiences.

C'était là un forum bien sympathique, de même que ces manifestations de rue qui, à Seattle, Prague, Nice et Davos ont démontré que la gestion ultra-libérale des affaires du monde n'était possible que dans des locaux transformés en forteresse et placés sous la protection d'unités de

la police et de l'armée. Mais je constate avec inquiétude que *Le Monde*, quotidien de la classe dirigeante, décrit le Forum social de Porto Alegre comme lieu de rencontre de la « société civile », et le réseau Internet comme un trait d'union entre les « cybercitoyens du monde » (3).

Une fois de plus, on se sert du concept de « société civile », qui a de multiples significations (4), pour disqualifier l'État et révoquer les nations. On devine le schéma sous-jacent : le gouvernement mondial (formé par Alan Greenspan, George-W. Bush, le FMI, le G7...) serait entré en relation dialectique avec la société civile mondiale dans le cadre général de la globalisation. Le meilleur des mondes, dans lequel chacun jouerait son rôle à la place qui lui est assignée.

Tel est le piège dans lequel l'antimondialisme est en train de s'enfermer.

René Passet est conscient du danger, et trace la voie d'une libération nationale accomplie par chaque État, dès lors que son personnel aura été profondément renouvelé par la volonté des citoyens. Cette perspective militante et conquérante est encore dans le flou. Nous en sortirons lorsque les conditions politiques de la lutte commune auront été précisées et largement acceptées.

Bertrand RENOUVIN

(1) Les mots et les formules placés entre guillemets sont tirés de *L'Illusion néolibérale*, cf. tout particulièrement le chapitre 4, « Renverser la démarche ».

(2) *Le Monde diplomatique*, février 2001, p. 14-15.

(3) *Le Monde interactif*, supplément au *Monde* du 7 février 2001.

(4) cf. Dominique Colas, « *Le Glaive et le Fléau, Généalogie du fanatisme et de la société civile* », Grasset, 1992 et notre entretien avec l'auteur dans *Royaliste* n° 587.

René Passet

L'Illusion néolibérale

Prix franco 130 F



◆ Le dernier rempart des libéraux...

Pascal

Un homme politique à la mode, c'est bien connu, se doit de signer (non d'écrire !) la biographie d'un grand homme d'État. Philippe Séguin, Nicolas Sarkozy et quelques autres ont ainsi lesté leur carte de visite d'un volume à caractère historique.

Le vrai chic parisien, pour le milieu des intellectuels-affairistes, c'est de lester son curriculum d'un paquet de feuillets sur un grand philosophe. On se souvient que le polygraphe Alain Minc a publié un « Spinoza » pour le moins fantaisiste. Et voici qu'un forçat du couper-coller, maître-esbroufeur versé dans de multiples commerces, livre un « Pascal » dont nous ne donnerons pas la référence pour deux raisons :

- la chose est largement promue et diffusée par un grand éditeur en quête de produits rentables ;

- le texte attribué à Jacques Attali est constitué par du n'importe quoi ajouté à du terreau compilé, enrichi de citations plus ou moins exactes et de notations funambulesques. Cette mauvaise copie mérite un triple zéro pointé. Attali insulte Blaise Pascal. Attali abuse les humbles lecteurs des *Pensées* en quête d'une biographie. Attali se livre à un acte de concurrence déloyale à l'encontre de l'excellent André Le Gall, qui a publié en même temps que l'arlequin sus-nommé une biographie de Pascal (1) qui comble tous ses lecteurs, des plus humbles aux plus exigeants. Il ne faut pas que l'œuvre d'André Le Gall soit étouffée par une misérable arlequinade. Lisez, faites lire André Le Gall !

Jacques BLANGY

(1) André Le Gall - « Pascal » - Flammarion, 2000 - prix franco : 162 F.

Arrogante
impuissance

Impuissante, la superpuissance ? De fait, les Américains accumulent les échecs à l'intérieur comme à l'extérieur. Ce qui ne les rend pas moins dangereux. Au contraire.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la cause semble entendue. Il n'y a plus qu'une superpuissance, à laquelle les milieux dirigeants européens se sont ralliés de manière plus ou moins explicite. Il ne s'agit plus de contester, ni de rechercher les nouveaux chemins de la liberté, mais de bâtir sa niche à l'intérieur d'un système hégémonique américain. Ce calcul paraît réaliste : mieux vaut participer au banquet des maîtres du monde que de jeûner fièrement à l'extérieur du palais. On peut dire que le calcul est minable. Il faut surtout répéter qu'il est faux. On prend au sérieux un discours arrogant, on se soumet à une idéologie - car l'Amérique est d'abord une idéologie. Mais, en termes de rapports de forces - un langage que les Américains comprennent fort bien - la partie n'est pas perdue. Malheureusement, on a renoncé à la jouer.

En exposant les faiblesses de la « République impériale », Nicole Bernheim (1) devrait donner du courage à ceux qui n'osent plus, ou pas encore, entrer en résistance contre l'hégémonie américaine.

Nourrie d'une longue et solide expérience du pays, portée par une affection vraie pour le peuple américain, cette ancienne correspondante du *Monde* à New York montre la

faiblesse de l'État fédéral devant les groupes de pression. Bill Clinton et sa femme n'ont pas pu faire aboutir leur projet de protection sociale généralisée, de même qu'ils ont échoué face aux marchands d'armes à feu. Ces échecs politiques font des dizaines de milliers de morts chaque année. Le taux de mortalité infantile est considérable : 7,2 pour mille naissances, dont 6 pour mille chez les Blancs et 14,1 chez les Noirs. L'usage intempestif d'armes à feu par les particuliers provoque 40 000 décès par an, et le nombre des homicides, qui augmente en même temps que la paupérisation, est vingt fois plus élevé aux États-Unis qu'en Allemagne. La longue période de prospérité économique et d'euphorie financière, célébrée sans aucune réserve par la grande presse parisienne, est à mettre en relation avec cet arrière-plan sinistre : celui d'un pays profondément inégalitaire, évidemment raciste, ouvertement violent puisque le démocrate Clinton était partisan de la peine de mort, et que son successeur s'enorgueillit d'un terrible bilan : entre 1995 et 2000, cent cinquante exécutions capitales au Texas ! Le bilan de la politique extérieure américaine n'est pas plus glorieux.

Échec de la politique de la canonnière face à Saddam Hussein. Réduction drastique

de l'aide au développement : moins 40 % pour l'Afrique, moins 29 % pour les anciens pays soviétiques. Indifférence à l'égard de l'ONU soulignée par l'ampleur de la dette américaine : plus d'un milliard de dollars. Enfin, la fausse victoire remportée contre la République de Yougoslavie : au mépris du « politiquement correct », Nicole Bernheim dénonce la mécanique imbécile de cette sale guerre, expose l'entreprise de désinformation méthodique dont les opinions publiques ont été victimes, et conclut à l'échec politique de cette opération militaire, qui montre que les Américains ne reculeront devant rien : « la formidable arrogance du géant américain qui se croit assiégé se double d'une non moins formidable impuissance, ce qui le rend dangereux ». Nicole Bernheim écrit avant l'interminable comédie de l'élection présidentielle, qui a détruit le trop fameux et très illusoire « modèle » institutionnel américain. Elle écrit avant les terrifiantes révélations sur l'utilisation de projectiles à uranium appauvri en Irak, en Bosnie et sur le territoire yougoslave. Son livre ne trouve pas seulement des confirmations dans l'actualité : il permet de comprendre les logiques mortifères qui travaillent la société américaine et les pulsions belliqueuses qui risquent de provoquer de nouvelles catastrophes.

Maria DA SILVA

(1) Nicole Bernheim - « Où vont les Américains ? » - La Découverte, 2000 - prix franco : 50 F.

« La Cité
de Dieu »

Nous avons déjà salué (1) la publication dans la Bibliothèque de la Pléiade d'un premier tome des œuvres de saint Augustin qui comportait surtout la traduction des *Confessions*. Sous la direction de Lucien Jerphagnon, l'entreprise se poursuit avec un second tome qui concerne uniquement cette œuvre majeure de la pensée humaine que constitue la *Cité de Dieu* (2). Il faut espérer que ce beau travail, grâce à sa qualité littéraire et son érudition, permettra l'accès à Augustin de tout un public cultivé. En effet, on parle souvent de l'augustinisme, mais c'est pour en médire, notamment à cause d'un pessimisme foncier sur la nature humaine qu'on attribue à l'évêque d'Hippone. Sans doute, Augustin avait-il une perception de l'abîme du péché qui lui interdisait de tenir des propos trop rassurants à propos de l'état de déséquilibre, surtout intérieur, qui lui semblait caractériser la vie humaine, mais en cela il n'était pas en décalage avec l'opinion de son temps. Son mérite était d'apporter un éclairage sur cet abîme, qui ainsi pouvait être surmonté.

Mais la *Cité de Dieu* traîne derrière elle un autre préjugé. Certains continuent à y discerner l'origine de ce qu'on appelle l'augustinisme politique et qui n'est rien d'autre que la justification du régime théocratique chrétien. Or cette notion d'augustinisme politique n'a d'augustinien que le nom. Elle n'apparaît que tardivement (au XIV^e siècle) et chez ses théoriciens elle se réclamerait plutôt d'une inspiration aristotélicienne. Augustin n'a pas écrit un traité politique, même si son propos n'est pas indifférent à ce qu'on appelle politique et ceux qui établissent une équivalence entre un régime temporel donné et la Cité de Dieu telle que le théologien la décrit commettent un contresens majeur. On se souvient, en effet, de la célèbre phrase qui semble résumer l'intention de l'ouvrage : « Deux amours ont donc bâti deux cités : celle de la terre par l'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu, celle du ciel par l'amour de Dieu jusqu'au mépris de soi. » Il serait déjà singulièrement présomptueux d'identifier un régime temporel à la perfection morale ainsi indiquée, mais tout montre qu'il s'agit de bien autre chose. Le début de l'ouvrage définit très exactement le concept de cité de Dieu comme eschatologique (« la très glorieuse cité de Dieu, en exil dans le cours des âges » est en attente « jusqu'à ce que la justice se change en jugement »). Cette cité là est si peu temporelle qu'elle n'est qu'imparfaitement discernable au regard humain.

Mais alors, l'autre cité, « celle de la terre », serait-elle identifiable à la réalité politique, marquée définitivement d'impureté et qu'il faudrait pour cette raison condamner ? Autant voir alors dans Augustin un extrémiste religieux, une sorte de fondamentaliste, jetant l'anathème sur toute cité charnelle, et, à l'image de certains hérétiques, tel Marcion, refusant toute idée d'incarnation. L'erreur d'interprétation est aussi grave que la première. Augustin a une idée en tête très différente, et même s'il entreprend son ouvrage à la suite de la prise de Rome et de son pillage par Alaric, il n'entend, en aucun cas, faire de l'*Urbs* la figure de la cité en perdition.

par Gérard Leclerc



Ce sont des références bibliques, non transposables en politique, qui l'inspirent. En l'occurrence, Jérusalem, la cité d'en haut, Babylone la cité de perdition sont des entités mystiques.

Henri-Irénée Marrou, le grand historien de « l'Antiquité tardive » parlait plutôt de « théologie de l'histoire » pour caractériser le projet. De façon plus aiguë encore, le père de Lubac empruntait à son ami Balthasar l'expression de « dramatique divine ». Pour Augustin, il s'agit en effet de ressaisir le mystère de l'histoire dans toute son amplitude, à la lumière de la Révélation. Sans doute est-il provoqué par l'événement récent qui vient de susciter une immense émotion, quoique lui-même soit porté à le relativiser. Alors que de Bethléem, saint Jérôme gémit : « Horreur ! l'univers s'écroule ! », Augustin fait la part des choses, comme l'écrit Lucien Jerphagnon qui cite un sermon de l'évêque : « Vous vous étonnez que le monde périsse. Mais c'est comme si vous vous scandalisiez que le monde vieillisse. Il est comme l'homme : il naît, il grandit, il meurt... ». L'important, à travers les bouleversements du temps, c'est de faire entrevoir en quoi la geste de l'humanité est de part en part englobée dans le dessein de Dieu, un Dieu lui-même

présent au cœur des événements auxquels il confère une dimension ignorée des païens.

Ceux-ci peuvent bien se plaindre amèrement de la chute de l'empire qu'ils attribuent à l'impiété à l'égard de leurs dieux. Augustin leur répond, non sans puiser dans le trésor de leur culture commune, en rhéteur savant et raffiné qu'il demeure ; mais l'essentiel n'est pas là, il s'affirme dans la pertinence du christianisme à percer l'énigme de l'histoire qui ne saurait se séparer de l'énigme de l'homme lui-même. D'où cette immense *Cité de Dieu* où le théologien déploie les ressources de sa foi, de sa science théologique qui ont conquis grâce à lui les médiations de la culture romaine et lui permettent cette étonnante synthèse. On y trouve en effet réunis les éléments essentiels de la pensée chrétienne, mais à l'intérieur d'un essai symphonique

où le lecteur est saisi de la grandeur de l'horizon qui s'ouvre à lui.

De cette synthèse, on retient en premier lieu les pages qui concernent le mal personnel et collectif qui affecte la vie morale de l'homme. Pessimiste, Augustin qui scrute ainsi les profondeurs de la perturbation qui entraîne l'histoire dans des remous infinis, et les personnes dans la déréliction ? Pas plus que nos modernes, pas plus que Freud et que Lacan. Pas plus que les Anciens. Le mal, il le définit comme un désaccord intérieur, où l'esprit et la chair se trouvent en contradiction avec la volonté. Bien sûr, le théologien expérimente là sa doctrine du péché originel qui continue à provoquer tant de discussions. Tout est venu pour lui d'une tentative de mettre Dieu à distance. Mais en creusant cette distance, c'est l'homme qui établit en lui sa propre discorde. « En ne nous soumettant pas à Dieu, c'est à nous que nous sommes insupportables, et non à lui ! » Augustin concentre alors tout son effort sur la libido, et notamment la sexualité, et ses pages, souvent incomprises, ont une vertu de dévoilement analogue à celle des *Confessions* lorsqu'il médite sur la mémoire. Il n'y condamne pas la chair comme on le lui a fait dire. La sexualité existait avant le péché dans une situation d'innocence, contrairement à ce qu'affirment certains pères grecs. Ce qui a permis le trouble, c'est le *discord* entre la chair et la volonté humaine. D'accord ou non, le lecteur se sait alors au cœur d'un débat auquel il sera à jamais impossible de se dérober.

(1) Voir *Royaliste* n° 716.

(2) Saint Augustin - « La Cité de Dieu », La Pléiade, Œuvres II, Gallimard - prix franco : 390 F.

Coma

Il en est avec la bande-dessinée comme avec certains bons livres, il arrive qu'elle vous laisse une impression ineffable après que vous l'avez refermée.

Tel est le cas avec l'album signé Ferrandez-Benacquista. Ancré dans la réalité de la conscience, il invite à une descente au-dedans dont on ressort retourné.

Laurent Aubier, réparateur de photocopieuse, est victime d'un accident. Il sombre dans le coma. Rétabli, à sa sortie une infirmière lui remet un carnet où elle a consigné les propos qu'il a tenu durant son coma. C'est une porte ouverte sur l'inconscient. Dès lors, Aubier va connaître une quête de son passé qui le mènera aux frontières de la folie. Tout se révèle par bribes, par bouffées. Aubier poursuivra cette introspection jusqu'à l'obsession. L'intrigue en est maîtrisée et les auteurs savent ménager le suspense. Ils nous dévoilent les zones d'ombre avec subtilité, nous décrivant progressivement la descente en enfer de leur personnage jusqu'au dénouement final totalement imprévisible. Il en reste une sensation étrange accompagnant le lecteur un temps après qu'il eut refermé le livre.

Le dessin de Ferrandez est réaliste, tantôt glauque, tantôt limpide, avec de très belles pages illustrant les rêves ou les cauchemars du héros.

Le lecteur, amateur de bons récits, trouvera, à n'en pas douter, matière à réflexion dans cette BD, égalant les meilleurs romans.

Bruno DIAZ

Ferrandez et Benacquista - « La boîte noire » - Futuropolis/Gallimard - prix franco : 91 F.

L'appel du large

Poète honoré par l'Académie française, disparu en septembre 1976, Louis Braquier a laissé des textes inédits. C'est l'un de ceux-ci, récit sobre et émouvant, qui est aujourd'hui publié.

Nous sommes en 1926 à Marseille, « la ville proxénète qui donne ses fils à la mer et ses filles aux marins ».

Proche de la quarantaine, Marie, prostituée au grand cœur ou « femme pour navigateurs », comme l'on dit également, est enceinte. Comme d'autres les timbres ou les cartes postales, elle a collectionné les amants de passage, les aventures sans lendemain.

Celle qui a longtemps craint « l'homme à qui on s'attache » erre maintenant à la dérive, de quai en quai, de bateau en bateau, d'équipage en équipage, à la recherche du père de l'enfant à naître.

Fille de joie, elle en a connu des marins nus et tatoués ! A chaque bordée, le même cérémonial et cette « fastidieuse besogne, salissante, toujours des hommes à peu près ivres qui disent les mêmes choses dans le jargon international des mers ».

Bill Billington, le doyen des matelots du « Malwa », est quant à lui résolu à mettre bon ordre dans une vie marquée du sceau de la luxure et de la débauche. Le vieux loup de mer aimerait tant ouvrir un café aux abords de Cardiff.

Les caprices du destin vont réunir l'homme qui a sillonné

toutes les mers du globe et l'hôtesse de bar. Pour ces deux êtres au lourd passé, « il est temps de se trouver un dernier abri, une rade, loin des tempêtes ».

Ainsi que le note Olivier Frébourg dans sa précieuse préface à ce texte inédit, « l'intérêt, le charme, la naïveté de cette longue nouvelle ou de ce bref roman, est de revisiter une légende dans un Marseille populaire ».

Une légende : celle du marin égaré qui trouve auprès de la belle de nuit un foyer, un enfant, la tendresse et l'amour.

Le Marseille populaire des années vingt avec son port, ses quais animés, ses paquebots et ses cargos qui partent et qui reviennent, son monde interlope...

Louis Braquier n'appréciait guère le roman comme genre littéraire : « Le roman est un quai de pierres. La poésie, le voyage ». Et pourtant, signant ici, loin des modes, un superbe récit, il est à Marseille, sa ville natale, ce qu'un Alphonse Daudet ou un Jean Giono furent à la Provence : un authentique conteur.

Michel TACK

Louis Braquier - « Aux Armes de Cardiff » - La Table Ronde, 2000 - prix franco : 85 F.

Promotion du mois

(offre valable jusqu'au 31 mars)

♦ Paul Jankowski - Cette vilaine affaire Stavisky - prix franco : 130 F.

PARUTIONS

■ **BOUTANG** - La revue *Dialectique* a consacré la presque totalité de sa parution de décembre à Pierre Boutang et plus précisément au dialogue entre le philosophe royaliste et Georges Steiner. Bonne occasion pour lire (ou relire) la transcription du dialogue télévisé entre les deux hommes parue sous le titre « Dialogues sur le mythe d'Antigone et le sacrifice d'Abraham ».

Revue *Dialectique* no 8 - Le dialogue Boutang-Steiner - 72 p. - prix franco : 45 F.

P. Boutang - G. Steiner - Dialogues - Lattès, 1994 - prix franco : 120 F.

■ **COMTE DE PARIS** - Signalons la parution de deux ouvrages sur le défunt comte de Paris sur lesquels nous reviendrons beaucoup plus longuement, dans un prochain numéro, avec un regard critique.

Bruno Goyet - Henri d'Orléans, comte de Paris (1909-1999), le Prince impossible - 364 p. - prix franco : 160 F.

François Broche - Le comte de Paris, l'ultime prétendant - prix franco : 134 F.

■ **MAROC** - « Rien que pour le plaisir des yeux », cette phrase traditionnelle des marchands marocains qui veulent vous faire entrer dans leur échoppe s'applique parfaitement à l'album sur les costumes du Maroc de Jean Besancenot. Plus de soixante planches en couleur vous promènent du Rif aux oasis du Sud, des citadins fassis aux communautés juives du Tafilalet, accompagnées d'un commentaire explicatif pertinent qui dépasse largement la simple explication des costumes. En annexe, une étude illustrée sur les bijoux berbères.

Jean Besancenot - Costumes du Maroc - Edisud, album 25x28 cm de 172 p. - prix franco : 226 F.

■ **LOUIS XIV** - Dans ce récit, Philippe Beaussant étudie la journée du Roi-Soleil, loin d'être une simple description, il se pose à chaque instant la question du rapport entre la personne et la fonction. Dans cette vie, où le moindre geste est entouré d'un cérémonial pesant et d'un rituel figé, comment se mêlent ou se démêlent la couronne et la personne ? Ce grand théâtre de la monarchie qui nous paraît si pesant ne serait-il pas finalement gage de la liberté du roi ?

Philippe Beaussant - Le Roi-Soleil se lève aussi - Gallimard - Prix franco : 94 F.

■ **MONTESQUIEU** - Ces « Réflexions sur la Monarchie universelle en Europe » ont bien failli être complètement oubliées puisque le manuscrit en est perdu et que Montesquieu renonça à la publication du livre qui était en cours de fabrication. Seules les épreuves de l'imprimeur avec les corrections de l'auteur ont été retrouvées et ont permis l'édition actuelle de ce texte qui éclaire d'un jour nouveau la pensée de Montesquieu sur les institutions.

Montesquieu - Réflexions sur la Monarchie universelle en Europe - Librairie Droz - prix franco : 180 F.

Du 19 au 24 février

Braderie
monstre à la
Librairie
Royaliste

- 25 %
sur tous les livres
en stock
(plus de 1000 titres disponibles)

Tous les jours, du 19 au 24 février, de 14 h à 18 h
Librairie Royaliste
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)
métro Bourse ou Palais-Royal

INTERNET

Le succès de notre « liste de diffusion » qui permet d'être tenu au courant des activités royalistes se confirme. Plusieurs centaines de personnes y sont maintenant inscrites.

Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce service est entièrement gratuit, il suffit d'envoyer un mél à notre adresse (royaliste@multimania.com) en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique.

Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la

liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc.

♦ D'autre part, nous essayons de constituer un annuaire, le plus complet possible, des sites internet concernant les monarchies et monarchistes des pays étrangers, ainsi que, d'une manière plus générale, tous les sites qui touchent au royalisme. Faites-nous part de vos trouvailles en ce domaine.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 21 février : pas de conférence en raison des vacances scolaires

● Mercredi 28 février : Entrée au RPR en 1987, proche de Philippe Séguin, Flo-

CONGRÈS

La commission nationale du projet (ouverte à tous les adhérents) se réunira le 7 avril pour élaborer les textes qui seront soumis au Congrès de la NAR. Thèmes de cette année : « Politique fiscale et redistribution du revenu national » et « Une politique de l'écologie ».

Les textes préparatoires (projets de motion) seront envoyés aux adhérents d'ici une dizaine de jours

♦ Le congrès proprement dit, qui ne rassemble que les membres du Comité directeur et du Conseil national ainsi que quelques cadres du mouvement, aura lieu le 8 avril.

rence Kuntz participe activement à la vie politique dans la région Rhône-Alpes. Élu à l'Assemblée de Strasbourg en 1999 sur la liste de Charles Pasqua, elle défend le principe de la souveraineté de la nation. C'est au double titre de député européen et de militante gaulle que nous avons invité Florence KUNTZ à analyser « la question européenne après le sommet de Nice ». La réflexion et le débat sur ce point sont d'autant plus actuels que les dirigeants français cherchent à relancer la construction politique de l'Europe des Quinze.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

ADHÉSION

« A la découverte de la nouvelle action royaliste » est une petite brochure qui contient une présentation de la N.A.R. ainsi que tous les renseignements concernant l'adhésion au mouvement. Cette brochure est spécialement destinée aux personnes qui désirent une documentation. Tous les amis de la N.A.R. devraient en avoir quelques exemplaires pour diffuser autour d'eux.

Tarif franco : 1 ex. : 6 F - 5 ex. : 23 F.

Rappelons que l'adhésion au mouvement est indépendante de l'abonnement à *Royaliste* et que nous incitons vivement tous nos amis à adhérer à la N.A.R.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Savent-ils ce qu'ils font ?

Nous voici à nouveau exposés à franchir les limites du domaine strictement politique dans lequel nous inscrivons nos réflexions, nos jugements, nos engagements, et qui nous interdisent, par respect pour les autres ordres, de poser aux maîtres de morale, de prétendre à la vérité scientifique et d'affirmer collectivement des préférences et des refus en matière religieuse.

D'où nos précautions et nos scrupules lorsque le débat public porte sur des sujets qui concernent les mœurs, touchent aux croyances, impliquent des connaissances scientifiques que nous ne possédons pas, mais qui affectent cependant des institutions sociales (la famille), des modes de représentations (le communautarisme ethnique ou sexuel) et l'identité même de la personne, aujourd'hui mise en question par la législation sur la bioéthique.

Nos réserves sur le Pacs ont porté sur le dispositif juridique, bâclé et par conséquent lourd de conflits, et nous nous contentons de nous interroger sur les enjeux idéologiques qui se cachent derrière cette réforme ardemment discutée.

Quant à la révision des lois sur la bioéthique, nos mises en garde procèdent de l'idée même du droit, telle qu'un citoyen français l'a reçue de la Rome antique et du judéo-christianisme. Le législateur ne doit pas oublier que le droit civil est « science de l'identité » et que sa finalité est d'« instituer la vie » (1). Or il est question de permettre des manipulations légales sur la personne humaine, sans plus prêter attention à ce que disent les théologiens et les

philosophes sur le corps lui-même, sans écouter les avertissements répétés de nombreux anthropologues. On redoute l'« intégrisme religieux », les « abstractions » font bâiller, mais on adhère à n'importe quelle idéologie technicienne sous prétexte qu'on ne peut arrêter le progrès scientifique.

Nous faisons notre métier de citoyens en incitant les élus de la nation à la prudence, vertu politique éminente, lorsqu'ils légifèrent sur le corps humain.



Nous demeurons laïcs lorsque nous demandons au législateur de prendre au sérieux les théologiens et les philosophes. Aussi diverses soient-elles, leurs pensées permettent de poser en termes raisonnés le débat éthique et politique.

La même prudence devrait être observée par les élus lorsqu'ils décident soudain de légiférer sur les noms de famille. On touche aux relations intimes et publiques entre les époux, on transforme la filiation, on brise les généalogies, en accusant de « conservatisme » ceux qui redoutent un surcroît de violence dans les familles : guerre dans les couples, angoisse des enfants qui seront obligés de décider, donc d'exclure symboli-

quement le père, ou la mère en marquant leur préférence pour l'un ou l'autre nom.

Qu'il s'agisse de gènes ou de généalogies, le législateur est en train de mettre en crise l'identité de chaque personne, alors que beaucoup doivent déjà affronter une crise d'identité politique provoquée par l'irresponsabilité du milieu dirigeant, par la décomposition sociale et par les multiples atteintes à la souveraineté de la nation.

Somme toute, il n'est pas de domaine où l'on ne joue pas avec le feu. Non par plaisir ou malignité, mais avec l'obsession de ne pas paraître « ringard » par rapport à ceux qui incarnent l'esprit « moderne » et qui répondent aux « attentes de la société ». Deux remarques sur ce verbiage :

Nous ne savons pas qui fixe la norme en matière de modernité : une idéologie implicite circule dans le milieu dirigeant, dont nul ne peut rendre compte. C'est pire que l'intégrisme religieux et le dogmatisme politique (il y a des organisations et des textes), c'est le contraire de la démocratie (prime est donnée aux groupes de pression) et cela peut faire renaître le fantasme du complot.

Les attentes des Français sont curieusement ressenties : on légifère en toute hâte sur les noms de famille alors que la question n'était agitée que dans d'obscurs cénacles, mais on néglige le vote de millions d'électeurs, les grèves et les manifestations de masse qui prouvent la puissance et la détermination de l'opposition à l'ultra-libéralisme.

On ne peut à la fois détruire les identités et désespérer tout un peuple sans provoquer une immense réaction d'effolement, aux tragiques conséquences. A gauche, comme à droite, ils ne savent pas ce qu'ils font.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Pierre Legendre, *Sur la question dogmatique en Occident*, Fayard, 1999, notamment p.114-117.